

Autour du 29 septembre, nous construisons une mobilisation générale en Europe !

L'accumulation du capital est la cause de la crise, la solution est dans la répartition du travail et de la richesse.

Nous ne paierons pas leur crise !

La « crise » marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Il était comique, l'an dernier, de voir ceux qui, comme tous nos gouvernants, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat. Mais s'ils étaient pour que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : « *socialiser les pertes et privatiser les profits* ».

Des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements ; patrons et gouvernements sont bien décidés à continuer de s'attaquer aux droits sociaux des salarié-e-s, notamment en matière de protection sociale, de droit du travail, de conditions de travail, et de santé au travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-e-s en prônant dans chaque pays l'unité derrière la politique gouvernementale pour essayer de faire passer la pilule. La xénophobie, le racisme sont des fléaux que nous combattons. Syndicalistes, nous construisons la solidarité internationale des travailleurs/ses pour leur répondre !

Dans toute l'Europe, les travailleurs et travailleuses subissent les conséquences de la crise du système capitaliste. Plusieurs gouvernements européens lancent une série de mesures qui constituent un recul du droit du travail et des droits sociaux. Réductions de salaires, remises en cause du droit du travail, augmentation des impôts indirects (TVA, essence, etc.), report de l'âge de la retraite, coupes dans tous les avantages sociaux, ... Toutes ces propositions visent à réduire le déficit des pays, à réduire les dépenses publiques. Mais le vrai problème du déficit n'est pas l'excès de dépenses, mais le manque de revenus en raison du chômage, des salaires trop faibles, et de la baisse continue des taxes sur les transactions financières et les revenus du capital.

Ces derniers temps, nous avons assisté à des privatisations dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications, les transports, etc., et dans certains pays, l'éducation, la santé, la gestion de l'eau... Nous avons vu aussi le recours croissant aux régimes de retraite privés. A tout ce processus généralisé de privatisation, il faut ajouter les réductions d'impôts constantes pour les classes riches. Le constat final, c'est que de grandes quantités d'argent public sont passées à la gestion privée.

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement.

C'est à eux de payer leur crise.

A nous de leur imposer nos exigences sociales.

Union syndicale
Solidaires

Union syndicale Solidaires
Solidaires - France



Confederacion General del Trabajo
CGT - Etat espagnol



Confederacion Intersindical
Etat espagnol



Confédération Nationale du Travail
CNT - France

tie Internationales
Bildungswerk e.V.

Transnational Information Exchange
TIE - Allemagne



Intersindical Alternativa de Catalunya
IAC - Catalogne Etat espagnol

Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour !

Le système capitaliste, obéissant à sa logique de la rentabilité maximale, continue de rechercher des bénéfices illimités. Nous affirmons qu'il y a une alternative : **une meilleure répartition des richesses**, c'est à dire le contraire de la situation actuelle. Nous ne l'entendons pas sous la forme de dividendes en actions, mais en utilisant cet argent dans le développement et l'amélioration de services publics véritablement universels. De cette façon, **les gens qui produisent les richesses, c'est à dire les travailleurs et travailleuses peuvent en profiter.**

Nous avons besoin de passer entièrement sous contrôle de la gestion publique, l'énergie, les transports, les télécommunications, l'eau, la santé, l'éducation, etc. La population n'a pas la même notion de rentabilité et d'utilité que le système capitaliste ; par conséquent, les ressources et l'infrastructure nécessaires pour permettre à toutes les personnes de satisfaire les besoins de base ne peuvent être gérés par ceux qui nous ont amenés à cette situation.

Il est temps de dire « assez », pas seulement aux marchés, mais aussi aux différents gouvernements qui suivent leurs instructions. Il est inacceptable que les mêmes institutions qui ont généré la crise soient celles qui imposent leurs propositions pour sortir de celui-ci, car elles imposent une réduction des droits pour la classe ouvrière et des bénéfices accrus pour les institutions financières, les multinationales et le système capitaliste en général.

Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires sont organisés internationalement : **le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la famine d'une partie de la planète, ...** Nous entendons avancer dans la mise en place d'un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme, le libéralisme.

- Pour assurer le droit au travail pour tous et toutes, en développant les emplois socialement utiles, et en répondant aux besoins collectifs.
- Pour empêcher les plans « sociaux », les licenciements, la précarité (sous-traitance, contrats à durée déterminée, temps partiel imposé, entreprise de travail temporaire ...)
- Pour garantir les prestations sociales et salariales aux chômeurs et chômeuses, et aux catégories sociales particulièrement affectées par la crise (femmes, immigré-e-s, jeunes, ...)
- Pour des droits sociaux harmonisés par le haut, afin que cesse le dumping social : salaires, pensions de retraite, indemnités de chômage, minima sociaux ...
- Pour défendre et développer les services publics, accessibles à tous et toutes : santé, éducation, culture, dépendance, transports, eau, énergie...
- Pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite.
- Pour que les ressources et la richesse soient distribuées de façon solidaire.
- Pour que les riches, les chefs d'entreprise, les dirigeants, ... contribuent par des impôts progressifs : qui gagne le plus doit payer le plus d'impôts. Il faut répartir la richesse.
- Pour le droit au logement et l'alimentation saine.
- Pour garantir les droits des migrant-e-s.
- Pour l'égalité entre hommes et femmes.
- Pour que nous changions vraiment de modèle de production, de distribution et de consommation, en créant des emplois dans ce qui a de la valeur pour la collectivité : dans l'éducation, dans les crèches, dans les écoles maternelles, à la campagne, dans le bien-être social, dans les soins à la personne, dans des technologies ni agressives ni polluantes, dans des réseaux de transport public...

Face à l'offensive des gouvernements, de l'Union Européenne, et du Fonds Monétaire International pour imposer des politiques d'austérité et de régression sociale, des mobilisations populaires se développent dans toute l'Europe.

Partout, développons et coordonnons le syndicalisme et les luttes sociales, construisons la résistance commune au niveau européen ! Face à la crise du système capitaliste, la grève générale est nécessaire. Nous la construisons !

Nous appelons à faire du 29 septembre et de la période qui l'entoure, une première étape pour développer des mobilisations partout en Europe.

Les organisations signataires soutiennent les grèves interprofessionnelles décidées dans plusieurs pays en septembre/octobre (Espagne, France, Italie, Grèce, Belgique, etc.), et les manifestations du 29 septembre, que nous situons dans une campagne anticapitaliste et internationaliste à mener dans la durée.